

Une **taxe** de 0,05% sur toutes les transactions financières **spéculatives**

Avec des transactions financières dont la valeur dépasse chaque année les €3.000.000.000.000.000 (3 millions de milliards) au niveau mondial, même un taux d'imposition faible peut générer d'énormes revenus.

Si elle était appliquée aujourd'hui au niveau européen, la taxe sur les transactions financières (TTF) pourrait rapporter €200 milliards par an.

- Avec €200 milliards par an, nous pouvons éradiquer la pauvreté extrême dans le monde.
- Avec €900 milliards, nous pouvons combattre les effets les plus dévastateurs du changement climatique.
- Rien qu'en Europe, les revenus potentiels de la TTF permettraient de financer des projets durables, de créer des centaines de milliers d'emplois et de réduire les déficits publics de plus de 25%.

Nous avons **besoin** de nouvelles **recettes fiscales** **MAINTENANT!**

Une taxe pour **réparer les dégâts** et **endiguer la spéculation**

Les citoyens sont encore en train de payer les pots cassés de la crise, alors que les spéculateurs continuent de faire d'énormes profits.

- D'ici la fin 2011, la crise aura coûté €6.000 par citoyen européen de dette publique supplémentaire. Depuis le début de la crise, 7 millions d'Européens ont déjà perdu leur emploi, et ce chiffre ne va cesser de croître si la crise n'est pas résolue de manière juste et équitable. Or, à cause des restrictions budgétaires, on sacrifie la sécurité sociale, alors que la pauvreté augmente.
- Le système financier représente un volume 70 fois supérieur à l'économie réelle. Il n'est pourtant soumis à aucune forme de contrôle et compte sur le soutien des élus néolibéraux. Cette crise est la conséquence directe de la spéculation.

Ce n'est pas à nous d'en payer le prix!
Mais c'est à nous de faire en sorte que cela ne se reproduise plus jamais.

La TTF, c'est **le moyen** de garantir que les spéculateurs **paient** pour les dégâts d'une **crise** qu'ils ont eux-mêmes causée.

La **TTF**, c'est le **moyen d'endiguer** la **spéculation**

Taxons **les spéculateurs**, pas les citoyens!

Ce sont les spéculateurs, et pas les citoyens, qui paieront cette taxe. Le consommateur sera protégé par la législation.

Ils prétendent que la TTF, c'est trop compliqué et trop cher ; A cela, nous répondons que cette taxe est la plus facile à mettre en place, la moins chère et la plus populaire.

La plupart des transactions se font de manière électronique et passent par des "chambres de compensation" centralisées. La collecte de l'impôt est donc facile et bon marché : toutes les commissions de transaction et de courtage sont déjà prélevées directement aujourd'hui. Il en ira de même pour la taxe sur les transactions financières : il suffit d'ajouter une ligne aux codes des logiciels utilisés et le tour est joué !

Ils prétendent que cette taxe est impossible à mettre en place ; A cela, nous répondons qu'elle est déjà appliquée dans plusieurs pays !

Techniquement, la TTF est tout à fait réalisable : plusieurs pays, un peu partout en Europe, ont déjà introduit des taxes sur différentes transactions financières.

Au Royaume-Uni, où se concentre le capital financier européen, un "stamp duty" (ou droit de timbre) de 0,50% est prélevé sur la vente et l'achat d'actions, et ce depuis 1694. Cet impôt génère plus de €3 milliards par an.

A l'heure actuelle, 7 des 27 Etats membres de l'UE ainsi que la Suisse appliquent une forme de TTF. La France et la Belgique ont déjà introduit les fondements d'une taxe sur les transactions financières européennes dans leur législation nationale. Il nous faut généraliser cet impôt au niveau européen.

Ils prétendent que cette taxe portera préjudice aux marchés financiers ; A cela, nous répondons que c'est plutôt le manque de régulation et l'irresponsabilité politique qui nous porteront préjudice.

Une taxe sur les transactions financières, qu'elle soit mondiale ou européenne, aura bien un impact important sur les marchés financiers : elle permettra de décourager les activités socialement inutiles et hautement spéculatives et en encouragera d'autres, axées sur le plus long terme, telles que les investissements productifs.

Initiatives du **PSE** pour l'introduction de la **TFF**

Le PSE est l'un des initiateurs de la campagne en faveur de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières au niveau européen : en 2000, les députés socialistes et sociaux-démocrates du Parlement européen avaient déjà déposé une motion en faveur de la taxe dite "Tobin", rejetée par la droite.

La lutte continue :

- **Les partis membres du PSE mènent de front la campagne en faveur de la TFF. A l'automne 2010, nous lançons une action coordonnée afin de déposer une proposition de loi devant les parlements nationaux visant à introduire une taxe sur les transactions financières au niveau européen.**
- **Le PSE fait partie d'une large coalition de forces progressistes (Les Européens pour la réforme financière – EFR), qui fait campagne pour l'introduction d'une taxe sur les transactions financières.**

Taxons les **transactions financières** en Europe !



"Nous avons besoin d'une taxe sur les transactions financières européennes, afin de générer l'argent nécessaire pour payer les dommages subis et pour endiguer la spéculation"

Poul Nyrup Rasmussen
(Président du PSE)

"Il faut une taxe sur les transactions financières digne de ce nom: elle contribuerait à faire passer l'économie réelle avant l'économie financière et à assainir les finances publiques tout en apportant l'oxygène nécessaire à l'économie"

Martine Aubry
(Première Secrétaire
du Parti socialiste, France)



"Grâce à cette taxe sur toutes les transactions financières, tant sur les marchés boursiers que hors cote, nous pourrions enfin faire en sorte que les flambeurs et autres spéculateurs paient leur part des frais engendrés par cette crise",

Sigmar Gabriel
(Président du Parti
social-démocrate - SPD, Allemagne)

"Le moment est venu d'adopter une taxe sur les transactions financières"

Paul Krugman
(Économiste et lauréat
du Prix Nobel, Etats-Unis)



TAXONS

0.05%

LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES EN EUROPE!

Parti socialiste européen
98, rue du Trône – 1050 Brussels – Belgium
T +32 2 548 90 80
F +32 2 230 17 66
info@pes.org

Avec le soutien financier du Parlement européen

Parti socialiste européen